

INTRODUCTION

L'Argentine a ouvert le bal des mouvements sociaux du XXI^e siècle.

19 et 20 décembre 2001, par centaines de milliers, les gens défilent dans les rues des grandes villes du pays au son des cuillères frappées sur des casseroles; de nombreux magasins et supermarchés sont pillés; des centaines de barrages de routes sont mis en place depuis plusieurs mois par les milliers de personnes ayant perdu leur emploi. L'Argentine vit deux journées insurrectionnelles. Au soir du premier jour de ce soulèvement populaire, le président de la nation, Fernando De la Rúa, promulgue l'état de siège qui suspend les libertés publiques. La foule continue pourtant de manifester et, à Buenos Aires, d'affluer vers le palais présidentiel au cri de « ¡Que se vayan todos! Qu'ils s'en aillent tous! » adressé à l'ensemble d'une classe politique discréditée. La police affronte les manifestants, mais elle est incapable d'arrêter le flot de cette multitude déterminée. Le 20 décembre, De la Rúa démissionne et fuit en hélicoptère la *Casa rosada* encerclée par la foule. La démission du président de la nation n'est pas le seul bilan de ce soulèvement: on compte officiellement 35 morts, 439 blessés, 3 273 personnes arrêtées par la police (Chesnais et Divès, 2002, p. 50).

Après ces intenses journées de mobilisation, les médias nationaux et internationaux font état d'un pays en crise, au bord de l'abîme. Le terme « chaos » revient dans tous les commentaires.

Pourtant, à Buenos Aires et ailleurs, des expériences inédites voient le jour et prennent une dimension incontournable dans le paysage national. Les travailleurs expulsés massivement du marché du travail s'organisent et utilisent le barrage de route pour ne pas demeurer invisibles et rendre publiques leurs revendications; ces chômeurs en lutte se nomment *piqueteros*. Des ouvrières et des ouvriers récupèrent leurs entreprises abandonnées du jour au lendemain par leurs patrons, et remettent en marche leur outil de travail. Des centaines d'assemblées de voisins voient le jour dans les grandes villes du pays: on s'assemble sur les places publiques et au coin des rues, on crée des espaces publics pour parler du présent et du devenir. Toutes ces expériences sont liées les unes aux autres: des *piqueteros* et des membres des assemblées de quartier soutiennent les usines récupérées menacées d'expulsion. Les uns et les autres travaillent ensemble, créent des soupes populaires, mettent en œuvre des projets liés à la santé, à l'éducation, à la culture... La

crise économique qui ravage des secteurs entiers de la population n'empêche pas l'effervescence, l'imagination, la création d'alternatives.

Comment l'Argentine en est-elle arrivée à cette situation ?

Argentine

En 2000, l'Argentine est encore présentée comme l'un des meilleurs élèves du Fonds monétaire international (FMI) : cette grande contrée semble une terre propice et prometteuse pour le capitalisme débridé de cette fin de xx^e siècle. L'ère Menem, de 1989 à 1999, a été une apothéose néolibérale. Difficile de trouver élève plus zélé que ce président acquis au grand monopoly de notre temps : il a suffi d'une décennie pour que l'État brade ses entreprises de transports ferroviaire et aérien, ses compagnies pétrolière, électrique, sidérurgique, téléphonique, etc. Les entreprises étrangères, notamment françaises et espagnoles, se partagent ce pays vendu à l'encan. Le pays avance à grands-pas vers le paradis libéral.

Que signifie cette utopie libérale en voie de réalisation ? Les Argentins nous donnent une première réponse avant même que nous ne foulions pour la première fois ce pays de quarante millions d'habitants qui, du sud au nord, d'Ushuaia à La Quiaca, s'étend sur près de 5 000 kilomètres. Les 19 et 20 décembre 2001 viennent briser la vitrine rutilante et avenante du néolibéralisme et laissent soudain apparaître une arrière-boutique plus sombre et moins entretenue. Les trains ont cessé de circuler à l'intérieur du pays et on récupère les poutrelles métalliques des voies ferrées pour la charpente des maisons. Le système économique qui reposait sur la fiction de la parité entre le peso argentin et le dollar et un endettement colossal prend l'eau de toute part. Dès le début de la présidence de Carlos Menem, la croissance du produit intérieur brut (PIB) augmente parallèlement à celle du chômage et de l'exclusion ; entre 1995 et 2000, le taux de chômage et de sous-occupation atteint plus de 28,5 % de la population active (Teubal et Rodríguez, in Giarracca, 2001, p. 68). La classe politique s'intéresse moins à la situation sociale qu'au problème de la dette extérieure, et demeure sourde et aveugle à la mobilisation sociale qui connaît pourtant un essor considérable : le nombre de conflits dans les entreprises est en moyenne de 266 entre 1995 et 2000, en 2001 il atteint le nombre de 1 006 ; les barrages de routes passent de 14 en 1997 à 514 en 2000, et à 996 durant les neuf premiers mois de 2001 (Chesnais et Divès, 2002, p. 33 et 34).

La débâcle politico-économique atteint son point culminant en décembre 2001 avec le *corralito* : le gouvernement et les banques décident de bloquer les comptes en banque des particuliers pour retarder le moment de la banqueroute générale. Les particuliers ne peuvent alors retirer qu'une somme hebdomadaire limitée permettant de subvenir à leurs besoins de première nécessité. Lorsque le *corralito* est levé, la parité peso-dollar n'est

qu'un souvenir, la monnaie argentine a perdu plus de trois fois sa valeur. Les classes moyennes ont perdu la majeure partie de leurs économies, d'autres s'en sont mieux sorties : « Les banques [ont organisé] la fuite à l'étranger de milliards de dollars pour le compte du patronat et de la haute bourgeoisie » (*id.*, p. 41). La crise économique est d'une violence inouïe, François Chesnais et Jean-Philippe Divès font part d'un processus inconnu jusqu'alors dans les pays industrialisés, la situation ne peut être comparée qu'aux périodes de guerres ou d'après-guerres (*ibid.*, p. 7).

L'Argentine n'a pourtant rien d'un « pays du tiers-monde », pour reprendre une expression désuète, elle est même jusqu'en 1997 le pays qui jouit du revenu moyen par habitant le plus élevé d'Amérique Latine. En quelques mois cependant le revenu par habitant chute de 65 % (*ibid.*, p. 122). Lorsque j'arrive pour la première fois à Buenos Aires, en septembre 2002, le paradis libéral ne ressemble pas aux contes de fées : toutes les vitrines des banques, ou presque, ont été détruites ; des plaques de contreplaqué, des grilles de fer et des vigiles armées protègent les édifices assaillis quotidiennement par des classes moyennes qui continuent à réclamer leurs économies au son des casseroles. Le soir, étrange physique des vases communicants de l'économie capitaliste, les rues se vident de leurs passants habillés comme dans n'importe quelle métropole européenne pour se remplir de *cartoneros* : de jeunes hommes, baskets, survêtement et sweat à capuche, emplissent la nuit de chariots de supermarché ou de vieilles remorques bricolées, ouvrent, fouillent et trient les poubelles à la recherche du papier et du carton qu'ils revendront au kilo. Le jour, des étudiants à la recherche d'un revenu promettent les chiens de race d'une bourgeoisie qui conserve les moyens de payer ces promeneurs canins ; les chauffeurs de taxi parlent un bon français et vous entretiennent sur n'importe quel sujet, ce sont souvent d'anciens enseignants qui gagnent plus en exerçant ce métier plutôt que celui auquel ils se dédiaient auparavant. Chaque jour, les manifestations occupent les rues du centre-ville. L'Argentine est un pays riche avec beaucoup de pauvres (Lagos et Gutiérrez *in* Teruel et Lagos, 2006, p. 288).

Lorsque je quitte Buenos Aires pour les provinces de l'intérieur, une image apparaît, elle ne m'a plus quitté : le car à deux niveaux qui m'emporte suit les grands axes de la capitale, dans leur belle voiture métallisée, de jeunes cadres vêtus de complets trois pièces desserrent leur cravate ou conversent sur leur téléphone portable en rejoignant des terrains de golf éclairés à grand frais, comme dans une mauvaise série américaine... À l'arrêt suivant, des enfants montent dans le bus pour vendre aux passagers des sandwiches et quelques friandises. Dans une quinzaine d'heures, j'aurai rejoint l'autre Argentine, des communautés paysannes sans électricité ni eau courante, des écoles dont la cour est traversée par des lignes à haute tension et qui fonctionnent sur des groupes électrogènes... Argentine, paradis libéral.

Des mouvements sociaux qui ont de la mémoire

Les journées d'insurrection des 19 et 20 décembre 2001 ont soudainement rendu visibles des expériences qui préexistaient à cette date. Hormis les assemblées de voisins qui sont nées spontanément par centaines après ces deux jours d'intense révolte, les luttes avaient commencé à germer depuis des années, parfois des décennies.

L'ouvrage de Raúl Zibechi *Argentine, Généalogie de la révolte* reprend le fil d'une mémoire que les luttes argentines cultivent avec soin, contre l'amnésie de notre temps. Le mouvement *piquetero* plonge ainsi ses racines dans des couches sédimentaires successives. Première couche sédimentaire : en juin 1996, en plein ménémisme, a lieu le premier barrage de route à Cutral Co et à Plaza Huincul, en Patagonie ; il dure une semaine et vient en réaction à la privatisation de l'entreprise pétrolière YPF et du licenciement consécutif de 4000 personnes dans ces deux villes qui comptent au total 50 000 habitants (Zibechi, 2004, p. 198). Dès 1997, les barrages de route sont un moyen de lutte qui se généralise. Deuxième couche sédimentaire : R. Zibechi souligne que les quartiers de la banlieue sud de Buenos Aires, où sont implantés les mouvements *piqueteros* MTD de Solano, de Lanús et de Almirante Brown, ont connu une expérience préalable d'organisation et de résistance dans les années 1981-1982. Pendant la violente dictature que connut le pays entre 1976 et 1983, les habitants occupèrent des terres pour vivre, soutenus par les communautés ecclésiales de base liées à la théologie de la libération ainsi qu'à la pédagogie des opprimés développée par le Brésilien Paulo Freire. Dès cette époque, ces expériences sont tournées vers la construction d'alternatives : soupes et magasins populaires, cantines pour enfants, projets éducatifs, etc. (*id.*, p. 222). Troisième couche sédimentaire : dès les années 1940, certaines des villes où sont implantés aujourd'hui les mouvements *piqueteros* furent des territoires d'ancrage communautaire du syndicalisme ouvrier naissant (*ibid.*, p. 137). Pour R. Zibechi, il y a un lien évident entre cette histoire et les luttes actuelles, entre leur faculté mémorielle et leur capacité de résistance ; il esquisse ainsi une sorte de cartographie en trois dimensions des mouvements sociaux, géographique et temporelle.

Un autre exemple, apparemment plus éloigné des 19 et 20 décembre 2001, prend compte de ce rapport à la mémoire et de ce qu'il permet. En 1995 naît l'association HIJOS, constituée de filles et fils de militants assassinés durant la dernière dictature. Ces jeunes n'ont pas connu leurs parents et décident pourtant de les faire revivre : ils ne sont pas morts, ils vivent dans les luttes actuelles. Les membres de HIJOS tissent un lien *improbable* entre les luttes menées dans les années 1970 par leurs parents et celles menées aujourd'hui : improbable, c'est-à-dire proprement invraisemblable compte tenu de la politique systématique d'assassinats menée durant la dictature : trente mille

militants assassinés, avec l'objectif de ne laisser place qu'à la peur et à l'oubli. Les membres de HIJOS récupèrent ainsi leur histoire familiale mais aussi celle, occultée, de tout un pays – à l'exemple d'une autre lutte improbable, celle des Mères de la place de Mai. Une histoire qu'ils dévoilent publiquement et qui à son tour transforme la société présente. HIJOS invente l'*escrache*, une forme d'action politique qui s'oppose au déni de justice : dans les quartiers où vivent aujourd'hui les tortionnaires, les membres de HIJOS organisent des rencontres et des débats avec les habitants et les associations et dévoilent les crimes demeurés impunis de tortionnaires jouissant de l'impunité. Le succès de ce travail en commun sur la mémoire et la société argentine dépend du consensus que l'*escrache* aura su faire naître dans le quartier, afin d'obtenir une condamnation sociale des crimes commis, afin que le tortionnaire ne puisse plus vivre en paix, comme si rien, jamais, n'avait eu lieu. L'*escrache* est ainsi une formule politique des temps présents pour retisser le lien social et les solidarités que la dictature d'hier avait cherché à détruire de manière systématique (Zibechi, 2004, p. 81-108). Raúl Zibechi compare le combat de HIJOS, ce travail de mémoire, de (re)construction d'identités, d'émergence de nouvelles résistances à celui mené par les populations indigènes d'Amérique Latine. Nous garderons en tête cette comparaison, puisque c'est du côté du monde indigène que notre voyage, bientôt, nous mènera. Nous garderons en tête également que ce fil de l'histoire soigneusement tissé n'est pas une donnée brute : la mémoire suppose l'action de celles et ceux qui souhaitent s'en servir pour lutter.

Les *escraches* se multiplient après les 19 et 20 décembre 2001 : ils sont repris notamment par les assemblées de voisins qui les utilisent, les modifient pour dénoncer d'autres dénis de justice, d'autres réalités occultées par le pouvoir. Les 19 et 20 décembre vont au-delà de deux journées insurrectionnelles, cette date vient cristalliser des luttes préexistantes, fortifier les liens qui les unissent, renforcer les solidarités et le partage de pratiques. Selon le Collectif *Situaciones*, les 19 et 20 décembre 2001 ouvrent une période nouvelle :

« En effet, depuis la sortie de la dictature – après les luttes des années 1970 – il y avait une tâche inachevée : réagencer les idées, les conceptions et les tactiques de luttes à partir des transformations opérées tant dans la structure politique et économique que dans les perceptions populaires de celles-ci. Ce mécanisme s'est mis en marche à partir des soulèvements, des barrages de routes, des usines récupérées, des assemblées et des manifestations au son des casseroles » (2002, p. 60).

Car ces mouvements sociaux ne se contentent pas de faire preuve de mémoire, ils créent de l'inédit.

Des mouvements sociaux inédits

Ces expériences partagent de nombreux points communs avec les mouvements paysans et indigènes vers lesquels nous allons porter notre regard ; des liens et des échanges concrets ont été tissés entre les uns et les autres pour chercher à construire des alternatives à la grande compétition proposée par le modèle dominant en vigueur.

De nombreux ouvrages ont rendu compte du caractère inédit de ces expériences, nous prendrons pour l'instant ces caractéristiques comme des hypothèses qui guideront nos pas et notre regard. Tout d'abord, ces mouvements semblent rompre avec les schémas d'action des mouvements syndicaux et politiques qui les ont précédés : ils ne se limitent pas à la revendication, *dans un cadre social et économique déjà donné*, d'une meilleure intégration des catégories sociales qu'ils représentent. Sergio Tischler critique ainsi les analyses qui continuent à enfermer les luttes latino-américaines actuelles dans un cadre étroit : la portée de ces mouvements sociaux se limiterait à une volonté de reconnaissance à l'intérieur d'un ordre en vigueur qu'ils chercheraient uniquement à améliorer, à corriger ou à réformer, mais qu'ils viendraient en définitive confirmer. Ces mouvements sociaux « seraient condamnés à se définir dans la circularité de la domination réelle et symbolique du capital ». Or ces mouvements « ne se limitent pas à des revendications particulières, qu'elles soient de caractère économique, politique, ethnique ou de genre » (*in* Escarzága et Gutiérrez, 2005, p. 488-489). Ils débordent les cadres imposés.

Ces mouvements ne semblent plus partager l'obsession de la massification des luttes, condition *sine qua non* pour peser sur le pouvoir en place ou pour s'en emparer (par exemple Zibechi *in* Escarzága et Gutiérrez, 2006, p. 474). Conséquence : le regard n'est plus monopolisé par le modèle dominant qui fixerait entièrement les règles du jeu et la temporalité de l'agenda politique en contraignant les mouvements sociaux à répondre à chacune de ses offensives. Déborder les cadres imposés ne signifie pas que des mouvements sociaux actuels ignorent ces offensives et leurs effets, mais qu'ils réussissent à se soustraire, au moins partiellement, de l'urgence pour consacrer leur énergie à faire germer des pratiques inédites. Celles-ci se développent dans un *ici et maintenant* où il est possible de (re)construire du commun et développer d'autres formes de relations sociales. Enfin, moins centrés sur l'attente d'un changement global qui viendrait renverser l'ordre du monde, ces mouvements agissent en situation, à partir de singularités locales, de territoires qu'ils (re)construisent patiemment, d'« espaces-temps » où s'élaborent de « nouveaux modes d'existence » (Fernández, 2006, p. 59). *Ces mouvements semblent inventer et créer des mondes.*

En pratique, ces mouvements semblent avoir rompu avec l'allégeance aux moyens de lutte considérés comme nécessaires à la création d'un monde

nouveau, allégeance qui justifiait des moyens de luttes hiérarchiques et autoritaires pour atteindre cependant un monde juste et égalitaire. Les expériences actuelles ne paraissent plus s'organiser autour de cette instrumentalisation : l'expérience présente vaut pour ce qu'elle est, en soi et pour soi.

L'Autre Pays

Le long voyage que nous allons entreprendre se déroule en Argentine. Il ne sera pourtant question que d'une facette de cette grande contrée. Celle qu'Audrey, nos enfants Nils et Matéo, et moi-même connaissons, celle où nous avons vécu en 2003 : quartier Colón, Quimili, province de Santiago del Estero... Nils y poursuivait les chevaux qui passaient dans la rue et se faisait rabrouer par les voisins ; quartier Arcoiris, Monteros, province de Tucuman... Matéo y apprenait ses premiers mots « *j mió! j mió!*, c'est à moi! c'est à moi! » qu'il prononçait en s'enfuyant sur les tricycles qu'il empruntait aux voisins. Quartiers populaires et invitations à discuter en fin d'après-midi sur les seuils des portes autour d'une calebasse de maté ; quartiers populaires où les personnes âgées se proposaient de jouer le rôle des grands-parents que Nils et Matéo avaient laissés outre-Atlantique ; quartiers populaires de la débrouille économique et des fins de mois incertaines... Et de septembre 2006 à août 2007, de nouveau l'Autre Pays, celui que nous allons découvrir au fil de ces pages.

Nous connaissons un peu l'Argentine, pour l'avoir fréquentée de temps en temps et pour avoir lu quelques livres qui s'y rapportaient ; nous connaissons bien l'Autre Pays, de manière tout existentielle, loin des lieux qui symbolisent ordinairement l'Argentine.

L'Autre Pays, cette autre Argentine, est l'expression que j'utilisais lorsque je discutais avec des Argentins vivant dans les grandes villes du pays et à qui je tentais d'expliquer une autre réalité nationale, parfois inconnue d'eux-mêmes. Plus tard, j'appris que je n'étais pas le seul à utiliser l'expression, les membres d'un projet d'Université Transhumante, qui circulaient à travers tout le pays dans un vieux bus aménagé, l'utilisaient aussi : « Il existe une sorte de mépris pour les petites villes. Et comme beaucoup d'entre elles sont situées à côté de la route, c'est simple, elles n'existent pas. » (Universidad Trashumante, 2000, p. 17) ; pour les protagonistes de cette expérience, l'Autre Pays est cette part d'oubli et aussi une réalité sociale à transformer (*in* Colectivo Situaciones, 2004, p. 196).

L'Autre Pays n'est pas un concept géographique, il est partout. En banlieue de Buenos Aires, dans les quartiers périphériques des grandes villes... Et puis partout ailleurs, là où les routes ne mènent nulle part et ne sont plus goudronnées. L'Autre Pays n'est jamais loin, s'éloigner des centres-villes vous y mène presque à coup sûr. Il n'a pas de frontières et sa géogra-

phie est incertaine et mouvante : bien des villes argentines ont rejoint l'Autre Pays sans l'avoir voulu. En premier lieu toutes celles qui avaient fleuri au temps du transport ferroviaire et qui aujourd'hui, le long de voies ferrées et de gares abandonnées, sont retombées dans la torpeur, l'oubli et l'abandon. L'Autre Pays n'est pas une cartographie sociologique, s'y côtoient riches et pauvres – ceux-ci en proportion encore plus grande que dans le reste du pays. Il est cette partie de pays inconnue, inimaginable ou occultée, cette part latino-américaine d'un pays qui s'imagine s'être construit uniquement sur l'immigration européenne. C'est une donnée purement subjective, passer de l'Argentine à l'Autre Pays a lieu sans qu'on s'en rende compte, il semble pourtant exister un point commun à cet ailleurs : toutes les populations autochtones d'Argentine vivent dans l'Autre Pays, des quartiers périphériques de Buenos Aires, Rosario ou Tucumán à la plupart des territoires des provinces du nord – populations autochtones qui partagent avec l'Autre Pays cette relégation dans l'oubli et la méconnaissance. Enfin, l'Autre Pays n'est pas étranger à la vigueur des mouvements sociaux qui traversent l'Argentine, il semble que les femmes et les hommes qui y vivent s'appliquent à leur émergence et à leur consolidation.

Le fragment de l'Autre Pays que nous allons maintenant rejoindre se situe dans la province de Jujuy, à l'extrême nord-ouest de l'Argentine, à la frontière du Chili et de la Bolivie, sur la Cordillère des Andes (carte 1). Notre lieu de vie pour l'année à venir se nomme Tilcara, petite ville d'environ 5 000 habitants située à la lisière incertaine de l'Argentine et de l'Autre Pays : ville connue, lieu de villégiature et de passage pour les touristes argentins et étrangers qui se dirigent vers la Bolivie, Tilcara subit des transformations rapides dues à l'expansion du tourisme. L'Autre Pays se voit relégué toujours plus loin du centre de la petite ville. À Tilcara, nous retrouvons l'amie Celeste et sa fille Jazmín, avec qui nous avons déjà partagé beaucoup de l'Autre Pays lors de notre premier séjour argentin et sans qui cette aventure n'aurait jamais pu être menée à son terme. Le hasard, qui dans ce vaste pays aurait pu tout aussi bien nous éloigner de plusieurs milliers de kilomètres, nous a fait nous retrouver ici, avec incrédulité et surtout avec bonheur. Audrey, Nils, Matéo et moi partageons leur maison pour une année.

La Red Puna

Dès le début des années 1990, des mouvements paysans renaissent dans le nord de l'Argentine, moins de dix ans après la fin de la dernière dictature et en pleines réformes néolibérales. Celles-ci n'affectent pas seulement le milieu urbain, la violence de leurs conséquences est de même intensité dans le milieu rural : concentration du foncier entre les mains de propriétaires terriens et d'entreprises nationales et internationales, expulsion de communautés paysannes corrélative à cette recherche effrénée de terres arables

sources de bénéfices mirifiques, intégration des économies rurales à l'économie de marché mondialisée, désintérêt de l'État pour l'agriculture familiale et le monde paysan, préjudices irrémédiables portés à l'environnement notamment par la déforestation intensive (Teubal *et al.*, in Giarracca et Teubal, 2005, p. 37-78). La désarticulation sociale entraînée par l'utopie libérale en voie d'accomplissement ne traverse pas seulement le milieu urbain, elle met en péril l'existence du monde paysan.

Parmi ces mouvements paysans nés dans les années 1990, la Red Puna. C'est à ses côtés que nous allons vivre et partager le quotidien. Son nom complet est en réalité *Red Puna y Quebrada* (Réseau Puna et Quebrada), du nom des hauts plateaux andins, la Puna, et de l'immense vallée de la Quebrada de Humahuaca sur lesquels elle intervient (carte 2). Ce grand réseau est cependant connu sous le diminutif de Red Puna, c'est surtout celui qu'utilisent tous les *compañeras* et *compañeros* qui y participent – et nous ferons de même.

La Red Puna naît en 1995. En novembre de cette année-là, six organisations travaillant auprès de communautés rurales de la Puna se réunissent pour partager leurs pratiques et leurs réflexions et tenter un travail en commun. De cette rencontre naît le document fondateur de la Red Puna, *Puna, Promesa y olvido* (*Puna, Promesse et oubli*), qui nous ramène à cet Autre Pays, oublié mais porteur de potentialités. Dès cette première rencontre, comme le souligne Carlos Cowan Ross dans un article retraçant l'histoire de la Red Puna, « la Red Puna a assumé une vision critique de la réalité sociale » (in Benencia et Flood, 2005, p. 329). Elle condamne effectivement les politiques d'ajustement néolibérales, leurs conséquences dans les provinces intérieures du pays, notamment l'abandon des secteurs de la santé et de l'éducation, et critique la mauvaise gestion et les politiques clientélistes menées par le gouvernement provincial (Red Puna, 1998). Un numéro du bulletin interne de la Red Puna, daté de 2003, rappelle que les cinq premières années de ce réseau en gestation sont consacrées à un travail discret, presque invisible en dehors de celles et ceux qui en sont les protagonistes, cherchant à construire « un langage commun » et à consolider des « liens affectifs et politiques » entre les organisations qui y participent (Red Puna, 2003).

À partir de 2001, de nombreuses communautés et organisations de base rejoignent la Red Puna qui prend non seulement une tout autre dimension mais change de nature : elle intègre une diversité toujours plus grande d'organisations de base provenant du milieu rural, mais également du milieu urbain, notamment avec la participation d'associations de jeunes et de groupes d'artisans... Cette phase d'expansion et de diversification dure jusqu'en 2003. La Red Puna réunit alors une quarantaine d'organisations de toutes tailles, certaines regroupant quelques dizaines de personnes, d'autres intégrant plusieurs communautés rurales et jusqu'à 300 familles. La Red Puna relie alors 2 500 familles et 70 communautés. C. Cowan Ross

signale que la Puna et la Quebrada de Humahuaca n'ont pas connu auparavant d'organisation ayant cette dimension (*in* Benencia et Flood, 2005, p.317). La Red Puna mène alors un grand nombre d'actions, elle est sortie de ces années imperceptibles de consolidation et a dû bouleverser son organisation pour tenir compte de sa nouvelle dimension et de la diversité des groupes qui la composent.

Au fur et à mesure des années, un long processus d'agencement donne naissance à cinq Micro-réseaux qui rassemblent les communautés et les organisations de base par territoires et facilitent les échanges et les projets communs de proximité (carte 3). Six Commissions transversales et thématiques regroupant des représentants de tous les Micro-réseaux voient également le jour : Production et commercialisation, Genre, Jeunes, Formation, Communication, Administration. Enfin une instance de Coordination se réunit chaque mois, elle regroupe les représentants des Micro-réseaux et des Commissions thématiques. La décentralisation et l'autonomie de chaque instance sont de mise : chacune mène ses projets, recherche ses financements ; les Commissions, du fait de leur composition, prennent en compte l'ensemble de la Red Puna pour mener à bien leurs activités. Les actions menées par les communautés, les organisations de base, les Micro-réseaux et les Commissions sont innombrables, nous aurons l'occasion d'en découvrir beaucoup, l'exhaustivité est cependant impossible et, d'ailleurs, aucune instance centralisée n'existe pour les inventorier !

La Red Puna participe activement au Mouvement national paysan indigène (*Movimiento nacional campesino indígena*, MNCI) qui lui-même adhère à l'organisation mondiale paysanne Via Campesina. La Red Puna partage de nombreux points communs avec les organisations du MNCI, le plus significatif étant sans doute le *caractère intégral* de ces mouvements : ils rejettent le corporatisme et les frontières bien ordonnées, ils abordent les problèmes auxquels ils sont confrontés et les alternatives qu'ils souhaitent déployer en embrassant l'ensemble de la réalité sociale : rapports de genres et de générations, éducation, santé ne sont pas les parents pauvres de luttes qui passeraient avant tout par la production et la commercialisation – selon les paradigmes du modèle dominant.

Une caractéristique, cependant, distingue la Red Puna de ses pairs du MNCI : sa dimension autochtone. La Red Puna est sans doute le mouvement paysan indigène le plus important d'Argentine, et le territoire sur lequel elle intervient concentre la plus forte population autochtone du pays (Gil Montero *in* Teruel et Lagos, 2006, p. 398-399). Nous voyagerons donc en terre paysanne mais aussi en terre kolla (prononcé koya ou kocha), du nom générique que se donnent les populations autochtones de la Puna et de la Quebrada de Humahuaca. Voyage qui nous emmènera de nouveau du côté d'une mémoire improbable, d'un lien qui relie les premières luttes contre les conquistadors espagnols à celles menées aujourd'hui – improbable, c'est-à-dire proprement

invraisemblable compte tenu des coups portés par le modèle colonial puis libéral à l'organisation sociale indigène, cinq siècles durant.

Lorsque nous arrivons auprès de la Red Puna en septembre 2006, l'Argentine n'a plus le visage que nous lui connaissions en 2003. La crise économique avait connu son pic lors de notre premier séjour. Le prix de la bouteille de gaz, celui de la farine, des pâtes ou de l'huile étaient sur toutes les bouches; nous vivions à l'époque avec un revenu un peu inférieur à la moyenne argentine, dans un environnement sommaire et sans aucune dépense superflue, sans véhicule ni téléphone, la fin de mois ne laissait aucun excédent. Comment s'en sortaient nos voisins était une question sans réponse... la débrouille, les expédients du jour le jour. Au pire de la crise 50 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté dont 25 % en dessous d'un seuil d'indigence ne permettant pas d'assurer ses besoins alimentaires (Teubal *et al.*, in Giarracca et Teubal, 2005, p. 37). Les mouvements sociaux bénéficiaient encore de l'effet d'entraînement des 19 et 20 décembre 2001 et à cette période la Red Puna connaissait sa phase d'expansion maximale.

En septembre 2006, les classes moyennes ont repris de l'aplomb, les autres, ceux qui souffrent, nous dit-on, d'une « pauvreté structurelle », n'ont guère senti de différence. Quant aux mouvements sociaux, ils connaissent un reflux depuis déjà plusieurs années. L'élection de Nestor Kirchner en 2003 à la présidence de la nation, son habileté à savoir redonner une légitimité certaine aux institutions tant décriées durant les 19 et 20 décembre 2001, ainsi qu'une situation économique nettement plus favorable expliquent en partie le calme apparent de l'Argentine. La Red Puna n'échappe pas à ce contexte. Même si plus d'un millier de familles participent aujourd'hui à ce grand réseau, certains des compagnons font part d'une certaine nostalgie, celle d'une Red Puna plus forte, plus unie et plus sûre de ses objectifs. C'est dans cette situation que nous arrivons. La Red Puna fonctionne alors avec une équipe de dirigeants solides, une dizaine de compagnons techniciens, trois camionnettes pick-up, trois motos, guère plus d'ordinateurs, et des petits locaux qu'elle loue ou qu'elle possède dans la plupart des Micro-réseaux. Le financement, outre la participation des familles aux actions de la Red Puna, est alors assuré principalement par des dispositifs de l'État fédéral et quatre organisations internationales basées en Allemagne, en Espagne, en France et aux États-Unis. Les principaux postes budgétaires sont liés aux actions menées par les Micro-réseaux, les Commissions thématiques et les communautés et organisations de base, aux modestes salaires des compagnons techniciens et aux frais de déplacement qui sont remboursés aux *compañeras* et *compañeros* et qui représentent une dépense considérable étant donné l'étendue du territoire d'intervention de la Red Puna. Malgré un contexte défavorable et une structure allégée, nous aurons l'opportunité de constater que les compagnons de la Red Puna n'ont pas tout perdu de leur énergie et de leur volonté de changer le cours des choses.

Du politique

Plusieurs questions guideront nos pas tout au long du chemin que nous allons parcourir. La première : est-il encore possible, en ce début de XXI^e siècle, de générer du changement social ? La question peut paraître surprenante, y répondre par la négative reviendrait à nier notre liberté. Pourtant, le modèle dominant, dans sa version capitaliste, semble contredire cette liberté de manière très concrète : la « modernité », nous dit-on, n'a qu'un seul visage, celui d'une économie de marché colonisant les moindres plis et replis du monde, amenant avec elle la consommation de masse, de nouvelles technologies et de nouvelles relations sociales développées autour de la figure de l'individu « moderne » enfin libéré des antiques liens qui pesaient sur lui... En dehors de ce schéma, point de salut. L'unilinéarité du devenir semble la règle du jeu que tous les participants doivent respecter : les délimitations du plateau de jeu sont soigneusement établies. Or, l'idée de changement social telle qu'elle est envisagée ici ne se limite pas à une marge de liberté *à l'intérieur* du cadre proposé par le modèle dominant, à une liberté qui serait entièrement déterminée par des règles *déjà* édictées et qui s'imposeraient à toutes et tous.

Dans cette perspective, s'interroger sur le changement social c'est aussi s'interroger sur la manière dont les femmes et les hommes qui décident d'emprunter d'autres chemins *confectionnent le social*, tissent d'autres relations sociales et d'autres relations au monde. Si le caractère inédit de certains mouvements sociaux latino-américains est à rechercher dans leur manière de se soustraire, au moins partiellement, à la circularité du modèle dominant, si ces expériences collectives ne se limitent pas à « la satisfaction des besoins basiques des individus, mais sont aussi des luttes culturelles pour la production de sens » (Bidasca et Mariotti, *in* Giarracca, 2001, p. 184), alors il nous faut non seulement élargir notre regard, nous départir de la prétention hégémonique du modèle dominant, mais aussi supposer que la liberté de penser et d'agir des protagonistes de ces expériences débordent les jalons du grand monopoly.

Supposer que les compagnons de la Red Puna réussissent à modifier leur contexte initial et à confectionner le social d'une manière singulière, c'est faire le pari de la liberté. Et cette liberté a à voir avec le politique. Comme le souligne Hannah Arendt, le politique est cette catégorie de l'action humaine « dont nous ne pourrions pas avoir l'idée sans présumer au moins que la liberté existe », et elle ajoute : « Nous ne pouvons pas toucher à une seule question de politique sans mettre le doigt sur une question où la liberté humaine est en jeu » (1972, p. 189). Et cette part de liberté, H. Arendt la considère comme un *miracle*, non pas entendu comme une intervention divine, mais comme un événement extraordinaire venant interrompre une succession naturelle d'événements » (*id.*, p. 218).

La lutte engagée par les compagnons de la Red Puna, semblable en ce point à celles menées par d'autres mouvements sociaux argentins, relève du miracle, de l'improbable, de l'extraordinaire, dans un pays qui a invisibilisé depuis ses origines les populations autochtones, dans un pays dont la dernière dictature avait décimé les rangs de celles et ceux qui voulaient changer l'ordre des choses, dans un pays qui s'est jeté avec ferveur sur la voie de l'utopie libérale. Et ce miracle est tout humain, ces pages ont pour objectif d'en rendre compte : ce miracle advient par la volonté de femmes et d'hommes et prend forme dans les pratiques qu'ils font germer. « Les hommes sont libres, nous dit H. Arendt, aussi longtemps qu'ils agissent, ni avant ni après ; en effet, être libre et agir ne font qu'un » (*id.*, p. 198).

La définition que donne Hannah Arendt du politique et de la liberté nous servira de point de départ : le politique comme pratique de la liberté est donc *action* et *rupture* avec l'ordre en vigueur dont les discours et les pratiques sont considérés jusqu'alors comme évidents. Mais la pratique de la liberté ne se définit pas en creux, comme négation de ce qui est, elle est « un commencement par lequel quelque chose de nouveau entre dans le monde » (*ibid.*, p. 215), et en premier lieu la (re)création d'espaces publics où délibérer et commencer à agir. Au sein de la Red Puna, le politique, cette possibilité d'introduire délibérément et volontairement du changement dans une situation donnée, est mis au service de quelque chose qui dépasse le politique, qui le submerge entièrement : un monde, une culture que la Red Puna contribue à orienter et construire, sans partir de la table rase, en faisant preuve de mémoire.

Mise en garde

Nos bagages sont presque complets. Avant notre départ, cependant, quelques mises en garde sont indispensables. Notre voyage nous amènera en terres paysannes et indigènes, deux adjectifs suffisants pour occuper une place à part dans le concert des nations : celle de la relégation et de la pauvreté. Les indicateurs sont formels, et la population de la Quebrada de Humahuaca et surtout de la Puna n'échappe pas à la règle : en 2001, le taux de mortalité infantile était 180 % plus élevé dans la Puna que dans le reste de la province (Gil Montero *in* Teruel et Lagos, 2006, p. 399). Un témoignage, et un seul dans le cours de notre long chemin, viendra montrer la violence de cette réalité.

Quelque part sur les Hautes Terres, une femme raconte son histoire de vie. Après le décès de son mari, elle se retrouve seule avec ses enfants en bas âge et continue à élever ses deux cents moutons et ses quelques lamas. Un soir d'orage, la foudre s'abat sur le corral et tue la majorité du troupeau. Elle continue à vivre avec ce qui reste d'animaux, bien que les voisins lui aient annoncé qu'après pareil accident, le reste des bêtes risquait de périr

également. Ce qui advient. Elle abandonne sa communauté pour la ville, puis rejoint les Basses Terres de la province avec ses enfants pour travailler à la récolte du tabac. Trois mois de durs travaux... trop durs. Les femmes qui écoutent ce témoignage confirment la dureté de ce travail, certaines en ont fait l'expérience. C'est la descente aux enfers, le retour à la ville, les journées à attendre la rumeur qui viendra annoncer qu'ici ou là on offre un kilo de sucre ou des chaussures pour les enfants, les journées à faire la queue, les bras croisés, parfois sans résultat. Les larmes coulent quand elle raconte la perte de son mari, la solitude, l'angoisse de devoir partir travailler loin et d'abandonner ses enfants. Elle raconte la perte d'appétit, la dépression : plus envie de sortir de chez soi, juste se laisser aller et partir... L'abîme, l'hospitalisation, une psychologue qui la soutient, lui dit qu'il faut rencontrer du monde, reprendre pied...

Nous ne reviendrons pas sur cette violence, sur ces parcours existentiels au bord de l'abîme où la chute peut arriver à tout moment : une grave maladie qui touche un membre de la famille, un orage et des bêtes qui se noient, une crue qui charrie la récolte, une maladie qui emporte le troupeau... Cette réalité, les *compañeras* et *compañeros* ne l'ignorent pas. C'est la leur. Mais, comme eux, nous n'en resterons pas là : nous ne tomberons pas dans la formule antipolitique du misérabilisme qui, inexorablement, nous ferait retomber dans l'idéologie de notre temps, et notamment dans l'idéologie humanitaire. Celle-ci est douée d'une puissance redoutable et s'y concentrent toutes les fictions du modèle dominant que nous examinerons avec soin : l'économie de marché comme planche de salut et signe absolu de modernité, l'adoption des techniques « modernes » comme moyen de rattraper les retards de productivité et de modernité, l'implantation de la démocratie représentative comme signe évident de bonne foi aux canons de notre temps, la reconnaissance d'un corps d'experts et de mécènes comme porteurs de solutions, etc. Les ONG ne sont qu'une cristallisation de cette idéologie qui les transcende entièrement : cette conviction, vieille de plusieurs siècles mais toujours vigoureuse, que l'Occident est promis à une mission civilisatrice. Idéologie qui, évidemment, transforme toute différence en archaïsme et sous-tend comme méthode d'analyse un cadre binaire où tout est promptement classifié, où tout devient miraculeusement simple : modernité contre tradition, développement contre stagnation, culture contre ignorance, positivisme contre croyance, technologies contre immobilisme, etc. Tamis grossier qui n'est d'aucune utilité pour comprendre quoi que ce soit, qui ne sert qu'à répéter les discours à la mode, nous le laissons donc définitivement à d'autres mains. Comme les protagonistes des mouvements sociaux argentins dont nous venons de parler, nous ferons preuve de mémoire, nous ne laisserons pas se détricoter un fil discret mais qui relie les expériences d'hier à celles d'aujourd'hui. Nous nous souviendrons ainsi que dans les années 1970 le pédagogue brésilien Paulo Freire critiquait de

manière virulente un ordre social inégalitaire qui offrait à ses bénéficiaires une source intarissable, un renouvellement perpétuel de leur fausse générosité – système qu'ils n'avaient aucun intérêt à bouleverser puisqu'il assurait leur prestige (2001, p. 21 et 53). Époque à laquelle, comme nous le rappelle François Maspero, le combat politique ne consistait pas à soigner une humanité souffrante mais à participer à une libération (1997, p. 10).

Les compagnons de la Red Puna n'en restent jamais au constat de la réalité sociale, ils tentent de la transformer: « *Queremos dejar de sobrevivir, queremos vivir con dignidad en nuestras tierras*, nous voulons arrêter de survivre, nous voulons vivre dignement sur nos terres. » Les larmes sont essuyées sur le tablier. Elle raconte l'énergie dépensée pour solliciter des organismes susceptibles de soutenir la mise en place d'un groupe d'artisanat, les démarches sans succès et les portes qui se ferment. L'obstination paye cependant: elle rencontre une organisation de la Red Puna, l'Association des petits producteurs de la Puna (APPP), le projet se met en place. Plusieurs femmes se regroupent et commencent une activité de filage de laine de mouton et de lama. D'abord au fuseau, puis des financements sont trouvés pour des machines à pédale puis électriques. Le groupe suit des formations auprès de la Coopérative PUNHA (*Por un hombre nuevo americano*) qui fait partie des groupes fondateurs de la Red Puna. La crainte est toujours là, celle de retomber, celle de la solitude. Mais le sourire vient éclairer son visage quand elle témoigne de l'importance de ce projet: être ensemble, posséder un revenu fixe même s'il est très modeste, ne plus avoir à faire la queue pour survivre, ne plus avoir peur de devoir aller travailler loin et d'abandonner ses enfants. *Aujourd'hui je suis près de mes enfants, j'ai un revenu, un groupe que je vois tous les jours*. Ce projet ne doit pas tomber à l'eau, coûte que coûte. Le sourire laisse place au rire quand elle raconte les premières réunions de la Red Puna auxquelles elle participe sans rien comprendre! Rires des femmes du groupe aussi, quand elles témoignent des changements produits par ce projet: les réunions, les rencontres, les voyages... elles qui n'étaient jamais sorties!

C'est à la deuxième partie de cette histoire que seront consacrées les pages qui suivent. Cette partie où la vie s'insère dans la construction d'alternatives et d'espaces collectifs, là où la pauvreté matérielle ne peut plus être confondue avec la misère sociale, là où les yeux commencent à s'illuminer.

Nos bagages sont fermés, nous y attacherons deux pense-bêtes qui nous rappelleront sans cesse deux dangers qui guettent celui qui écrit ces pages comme celles et ceux qui les liront, deux dangers qui doivent être conjurés sous peine de ne pas comprendre ce qui se joue dans la Red Puna. Le premier est généralement nommé ethnocentrisme, il définit cette étrange manière de regarder le monde en conservant comme unique référence la sienne propre – une manière de porter son regard qui disqualifie *a priori*

tout chemin qui ne suit pas le modèle de référence de l'observateur. Le second des dangers est la tentation de l'identification, il guette le voyageur qui chemine aux côtés de mouvements sociaux et le pousse à juger, à naviguer entre scepticisme et idéalisation ; la voie proposée par Ana-María Fernández sera la nôtre : « Il s'agit simplement de ne pas supposer que ces réalités que d'autres essaient de construire courageusement, doivent combler nos plus beaux rêves »... ni qu'ils doivent les démentir (2006, p. 34 et 240).

Nous n'avons que trop tardé, il est temps de rejoindre les *compañeras* et les *compañeros* de la Red Puna.

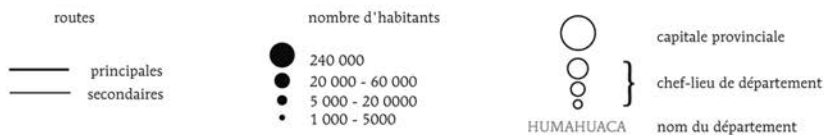
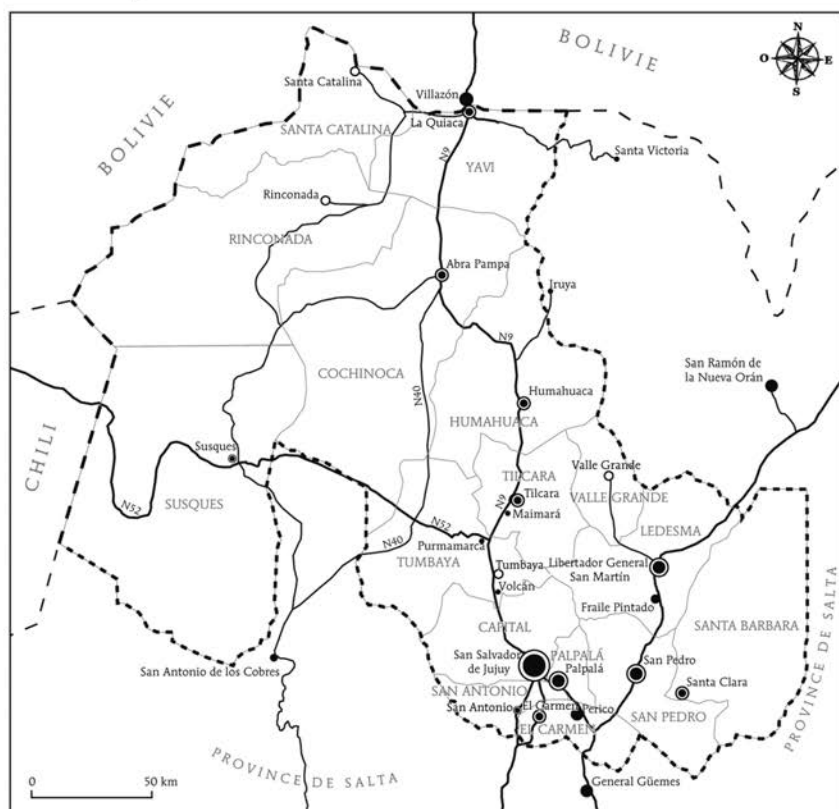


Le car à deux niveaux a traversé les plaines argentines. Cette fois Audrey, Nils et Matéo m'accompagnent. Voilà déjà plus d'un an que j'ai rencontré les compagnons de la Red Puna. C'était en avril 2005 et notre proposition familiale de venir partager durant une année leur quotidien avait déjà été discutée avant mon arrivée. Plusieurs réunions avaient été prévues pour aborder cette proposition. À chacune d'elles, les discussions avaient été ouvertes, chacun avait fait part de ses attentes comme de ses inquiétudes. Le mot qui était revenu dans la bouche des compagnons comme dans la mienne avait été *confiance* : il nous faudrait prendre le temps de nous connaître et de partager ensemble les avancées de ce travail en commun.

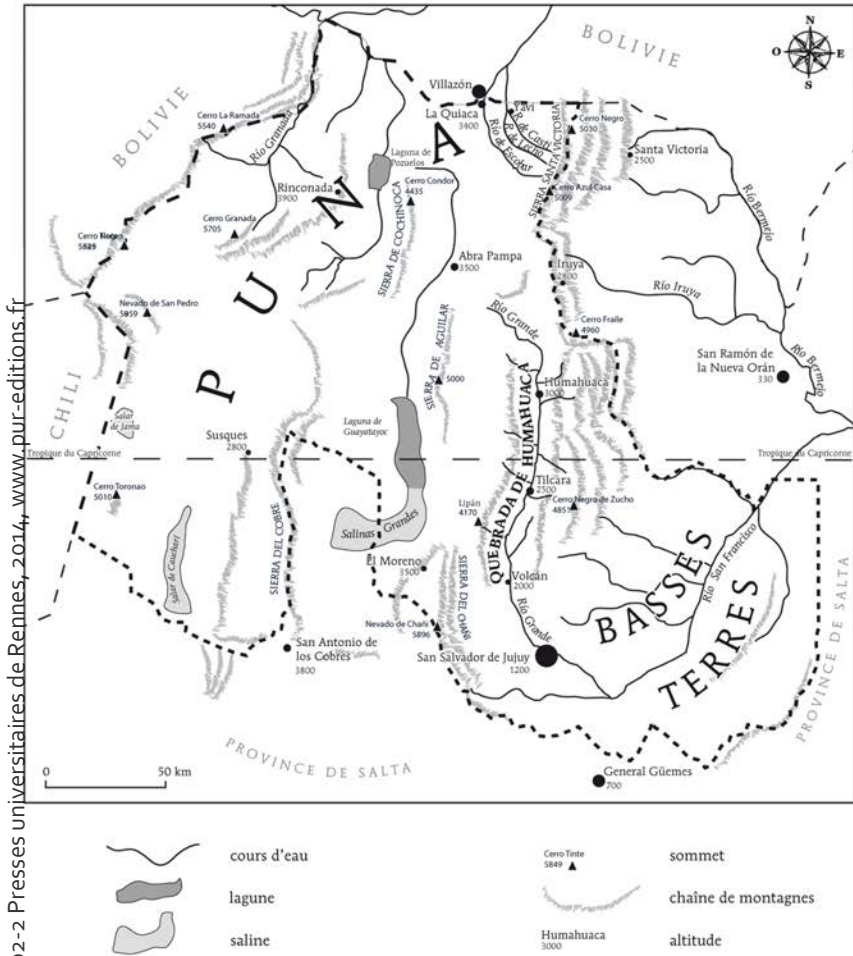
Le car a passé la capitale provinciale, San Salvador de Jujuy, nous quittons l'exubérance tropicale et ses arbres majestueux, *palos borrachos* aux troncs enflés, *seibos* dont les ramures disparaissent entièrement sous des fleurs amarante, la route monte sans discontinuer, la végétation laisse place à des flancs de montagnes dénudés. Dans une heure et demie nous aurons rejoint Tilcara.

Avertissement au lecteur

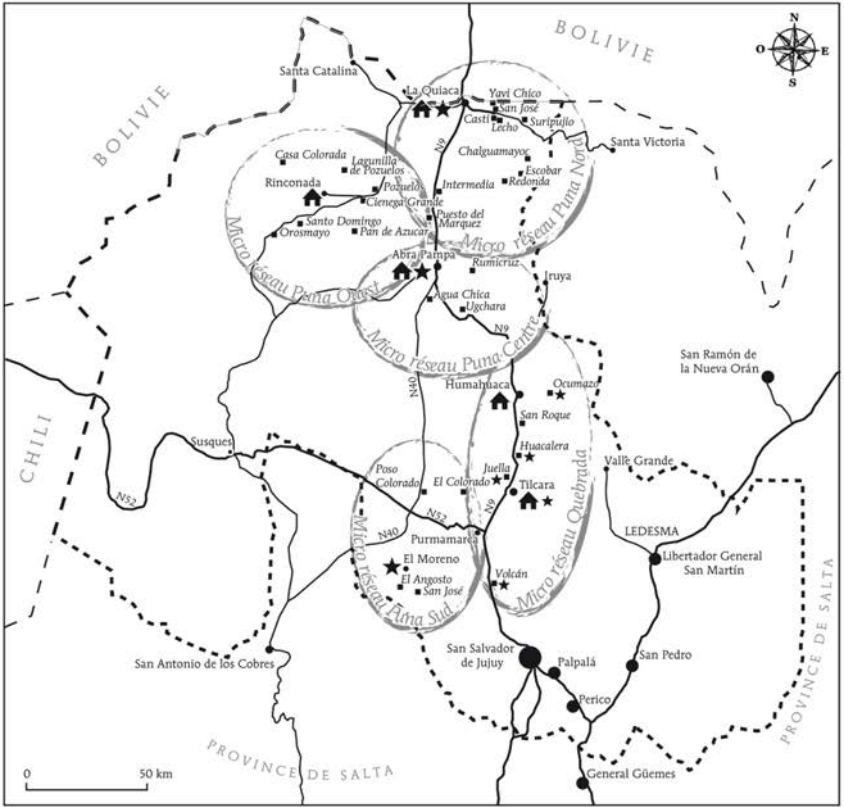
Les termes propres à la culture des Hautes Terres et de la Quebrada de Humahuaca, à consonance espagnole ou quechua, sont expliqués dans le texte mais également repris dans le lexique en fin d'ouvrage.



Carte 1. – Province de Jujuy, population et voies de communication.



Carte 2. – Province de Jujuy, relief et cours d'eau.



🏠 local Micro-réseau	★ plusieurs associations	★ une association	■ communauté intégrant la Red Puna
MICRO-RÉSEAU QUEBRADA 5 communautés 5 associations : Jeunes de Huacalera Jeunes de Juella Jeunes de Tilcara Jeunes de Volcán Sol Juvenil (jeunes)	MICRO-RÉSEAU PUNA CENTRE 3 communautés 5 associations : Coopérative PUNHA (artisanat) Agencia de desarrollo local Añaguitas (artisans) Huellas (artisans) AJARAS (jeunes)	MICRO-RÉSEAU PUNA SUD 4 communautés 3 associations : Artesanos El Angosto & El Moreno Oca Sol de Mayo Jeunes de El Moreno MICRO-RÉSEAU PUNA OUEST 7 communautés	MICRO-RÉSEAU PUNA NORD 10 communautés 7 associations : Ass. des petits producteurs de la Puna Amistad, fuerza y esperanza (jeunes) Cultura sin frontera (jeunes) Jóvenes perseverantes (jeunes) Mujeres kollas en progreso (artisans) Mujeres puneñas (artisans) Tejedoras de la Puna (artisans)

Carte 3. – Province de Jujuy, composition de la Red Puna en 2007.